

55781



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.:
LIMITÉE

ST/ECA/LDCs.1/3
27 juin 1981

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion de la Conférence des
ministres des pays africains les moins
avancés

Addis-Abeba (Ethiopie), 27 - 31 juillet 1981

PROBLEMES INTERIEURS ET POLITIQUES ECONOMIQUES DES
PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCES

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction - - - - -	1
I. Caractéristiques de la structure des pays africains les moins avancés - - - - -	1
II. Résultats économiques obtenus par les pays africains les moins avancés de 1960 à 1979 - - - - -	3
III. Problèmes et contraintes en matière de développement dans les pays africains les moins avancés - - - - -	8
IV. Politiques économiques dans les pays africains les moins avancés - - - - -	14
V. Politiques et options en matière de développement au cours des années 80 - - - - -	24

PROBLEMES INTERIEURS ET POLITIQUES ECONOMIQUES DES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCES

Document établi par le secrétariat de la CEA

Introduction

1. Le présent document analyse les problèmes et les politiques de développement des pays africains les moins avancés des dernières années et examine leurs options et leurs impératifs en matière de politique générale au cours des années 80 et au-delà. Trois groupes de facteurs imposent de sérieuses contraintes aux politiques de développement de ces pays. En premier lieu, le faible revenu par habitant qui est bien inférieur aux besoins fondamentaux, la proportion élevée de la population qui relève du secteur de subsistance, le faible développement des industries manufacturières, la faiblesse de l'infrastructure institutionnelle et matérielle, la grave pénurie de main-d'oeuvre spécialisée à tous les niveaux, le niveau extrêmement faible des exportations par habitant et les obstacles d'ordre géographique et climatiques (comme l'absence de littoral, la faible superficie et l'éloignement, la sécheresse et la désertification, les risques élevés de cyclones ou d'inondation) figurent parmi les obstacles de structure les plus redoutables. En deuxième lieu, les ressources intérieures sont extrêmement limitées ce qui ne laisse que peu de souplesse à la gestion économique. En troisième lieu, les fluctuations des ressources extérieures aggravent les fortes fluctuations des ressources intérieures. Dans ces conditions, les instruments traditionnels de politique générale - directs ou indirects - sont d'une efficacité limitée pour résoudre les problèmes de développement et d'ajustement des pays africains les moins avancés et, du reste, la plupart de ces pays ne peuvent unilatéralement pas faire grand chose pour sortir de cette situation difficile.

2. Le présent document est divisé en cinq sections. Dans la première, on décrit brièvement les caractéristiques de la structure des pays africains les moins avancés tandis que la deuxième est consacrée à une évaluation des résultats économiques atteints par ces pays au cours des années 60 et 70. Ces éléments, auxquels s'ajoute, dans la troisième section, l'analyse des problèmes et des contraintes généraux auxquels se heurte leur développement constituent l'arrière plan nécessaire à l'examen de leurs politiques économiques intérieures au cours des années 70 dans la quatrième section et de leurs perspectives et leurs options et impératifs en matière de politique générale dans les années 80 et au-delà dans la cinquième section.

1. Caractéristiques de la structure des pays africains les moins avancés

3. Le groupe des pays africains les moins avancés comprend 21 pays 1/ soit

1/ Bénin, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Comores, Ethiopie, Zambie, Guinée, Haute-Volta, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie, Soudan, Tchad et Guinée-Bissau.

environ les deux-cinquième du nombre total de pays de la région de la CEA. Sur ces 21 pays, 11 sont des pays sans littoral 2/ et deux sont des pays insulaires 3/. La population des pays africains les moins avancés représente collectivement environ 30,4 p. 100 de la population de l'Afrique en développement. En ce qui concerne les pays pris individuellement, le chiffre de leur population diffère considérablement, allant de 0,3 million pour les Comores à 28,8 millions pour l'Ethiopie. Deux de ces 21 pays comptent moins d'un demi million d'habitants chacun tandis que 11 ont chacun une population allant d'un demi million à cinq millions d'habitants. Dans sept pays seulement la population dépasse cinq millions. La densité de la population au km² varie d'un habitant au Botswana à 159 au Rwanda avec une moyenne de 41 environ. Les pays les moins avancés sont donc caractérisés par des populations relativement petites et dispersées ce qui a contribué à les empêcher à tirer parti de vastes économies d'échelle dans leur développement économique et social. Les enfants de moins de moins de quinze ans dominant dans la population des pays les moins avancés et la main-d'oeuvre potentielle dépasse à peine la moitié de la population totale. Au taux moyen actuel de croissance de 2,5 p. 100, la population de l'ensemble de ce pays doublera tous les 29 ans. Ces deux facteurs supposent de lourdes dépenses pour l'enseignement et imposent un lourd fardeau à la moitié de la population totale.

4. Abstraction faite de ces caractéristiques démographiques défavorables, les pays africains les moins avancés comptent parmi les pays les plus mal placés du continent selon un certain nombre d'indicateurs économiques et sociaux de structure à long terme, notamment les niveaux de revenu, l'alphabétisation et la part des industries manufacturières dans l'ensemble de la production. Les caractéristiques générales de la structure des pays africains les moins avancés sont les suivantes 4/ :

a) Le revenu par habitant est très faible et la masse de la population est bien en deçà au niveau minimum des besoins fondamentaux;

b) Une très forte proportion de la population est concentrée dans le secteur de subsistance;

c) La productivité agricole est extrêmement basse et les institutions d'appui à l'agriculture sont faibles, ce qui impose une forte dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires;

d) La mise en valeur des ressources naturelles - minéraux, énergie, eau etc. - se situe à un niveau extrêmement faible parce qu'on ne possède ni les moyens financiers, ni le savoir-faire nécessaires à cette mise en valeur);

2/ Botswana, Burundi, Haute-Volta, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda et Tchad.

3/ Comores et Cap-Vert.

4/ Document TD/240 de la CNUCED, février 1979.

- e) Le développement de l'industrie manufacturière est très limité;
- f) Le niveau des exportations par habitant est extrêmement bas et, même en tenant compte des apports d'aide, les possibilités d'importer sont très limitées en valeur absolue;
- g) Il y a une pénurie aiguë de personnel qualifié à tous les niveaux;
- h) Le secteur commercial et les autres secteurs des services sont fortement tributaires des expatriés;
- i) L'infrastructure institutionnelle et matérielle de toute nature est très faible (dans l'administration, l'enseignement, la santé, le logement, les transports et les communications etc.);
- j) La plupart des pays en développement les moins avancés souffrent d'un ou de plusieurs handicaps géographiques ou climatiques tels que l'absence de littoral, la faible superficie du pays et son isolement, la sécheresse et la désertification ou une forte vulnérabilité aux cyclones ou aux inondations.

5. Ces caractéristiques de structure négatives sont sans aucun doute quelques-unes des principales sources des difficultés économiques et de la pauvreté relative des pays les moins avancés. Elle définissent de manière très réelle les limites de la croissance et des résultats économiques dans ces pays, tout en constituant elles-mêmes de graves contraintes au développement social et économique, en partie parce qu'elles rétrécissent le champ des politiques économiques intérieures volontaristes qu'on peut adopter et en partie parce qu'elles rendent les mesures de politique générale en grande partie inefficaces.

II. Résultats économiques obtenus par les pays africains les moins avancés de 1960 à 1979

6. Les pays africains les moins avancés ont très peu progressé au cours des années 60 et 70. Pendant les années 60, ils ont atteint collectivement seulement un taux moyen de croissance annuel du PIB de 3,7 p. 100 au total, aux prix constants de 1970 soit 1,3 p. 100 par habitant. Ce taux a encore baissé au cours des années 70, passant à 3,1 p. 100 au total, soit 0,4 p. 100 par habitant. Ainsi, la moyenne pour l'ensemble de ces deux décennies a été seulement de 3,5 p. 100, soit 1,1 p. 100 par habitant. Sauf dans quelques cas, il y a eu dans la majorité des pays soit stagnation soit ralentissement de la croissance et à ce taux de croissance décourageant, l'ensemble des pays africains les moins avancés mettra 65 ans à doubler son niveau extrêmement faible de revenu par habitant qui était estimé à 100 dollars des Etats-Unis en 1979 aux prix constants et au taux de change est de 1970. En 1979, la croissance n'était que marginalement meilleure que la moyenne pour les années 70 et à en juger par les résultats passés, les perspectives des pays africains les moins avancés au cours des années 80 semblent très peu encourageantes.

7. Toutefois ces moyennes générales, pour surprenantes qu'elles soient, dissimulent de fortes disparités entre les résultats obtenus par les 20 pays les moins avancés d'Afrique. Tandis que le revenu par habitant était plus faible en 1979 qu'en 1960 en Ouganda en valeur réelle, un taux moyen d'augmentation annuelle de 3,2 p. 100 de revenu par habitant a été enregistré en République-Unie de Tanzanie de 1960 à 1979. Cependant seuls le Botswana et le Malawi, sur les 15 pays les moins avancés pour lesquels on disposait de données et peut-être sur les 20 pays que comptent au total le groupe des pays africains les moins avancés, ont pu enregistrer des taux de croissance compatibles avec le taux de revenu par habitant de 3,5 p. 100 visé pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ceci s'explique en grande partie par l'augmentation des taux d'investissement et de l'efficacité du capital dans ces deux pays. Outre l'Ouganda, cinq autres pays, les Comores, l'Ethiopie, la Gambie, la République centrafricaine et le Rwanda ont connu soit une stagnation totale, soit une détérioration de leur niveau de revenu par habitant, en grande partie à cause des mauvais résultats obtenus dans l'agriculture. Tandis que l'ensemble des résultats obtenus au cours de la deuxième moitié des années 70 a été généralement meilleur, avec un taux de croissance de 3,6 p. 100 par an, principalement du fait des résultats obtenus dans l'agriculture dans la majorité des pays les moins avancés et de la croissance, comme toujours rapide, du secteur des services, quelques pays comme la Gambie, les Comores et l'Ouganda, pour ne mentionner que les plus touchés, ont continué à faire preuve d'un grave retard dans leur croissance par suite de mauvaises conditions atmosphériques ou d'autres influences locales, tandis que des pays comme le Soudan, la République centrafricaine et la République-Unie de Tanzanie n'ont fait que de légers progrès. En général, les plus pauvres des pays africains les moins avancés ont obtenu de très mauvais résultats au cours de années 70. Leur économie n'étant pas diversifiée, les pays les plus pauvres avaient moins de ressources et une plus faible capacité pour absorber les chocs provenant de modifications brusques de leurs conditions naturelles ou d'influences économiques extérieures.

8. Les résultats obtenus dans le secteur agricole ont été particulièrement décourageants au cours des années 60 et 70 par suite d'une série de goulots d'étranglement et de contraintes de structure qui ont contribué à empêcher les activités agricoles de répondre aux stimulants et aux politiques intérieures. Toutefois, étant donné que le secteur agricole est la base de l'économie des pays africains les moins avancés et a représenté environ 50 p. 100 du total de la production de l'ensemble de ces pays au cours de la période 1960-1979, la médiocrité des résultats obtenus est l'un des facteurs les plus importants dans la performance décevante de l'ensemble de l'économie de ces pays. La valeur ajoutée dans le secteur agricole a augmenté en moyenne de 1,4 p. 100 par an au cours des années 70 contre 1,8 p. 100 au cours des années 60. La période allant de 1972 à 1975 a été particulièrement difficile pour l'agriculture par suite de conditions climatiques défavorables. De 1975 à 1979, il y a eu une accélération du taux de croissance, qui est passé à 2,3 p. 100, mais la moyenne pour les deux décennies réunies a été de 1,6 p. 100 par an. La production agricole par habitant a baissé au cours de toute la période à un taux annuel moyen de 0,7 p. 100. Au Soudan le taux annuel moyen de diminution a été de 2,1 p. 100 pour la production agricole par habitant tandis qu'en Ethiopie il était de 0,5 p. 100 par an. La sécheresse

qui a frappé de vastes étendues au cours de la période 1970-1975 et les périodes sèches intermittentes et les conditions atmosphériques généralement défavorables ultérieures auxquelles se sont ajoutés le volume plus faible d'investissement et les politiques agricoles et des prix inappropriés dans un grand nombre de ces pays semblent être les principaux facteurs responsables de la détérioration de la production agricole. Seuls trois pays, à savoir le Malawi, la République-Unie de Tanzanie et la Gambie ont pu atteindre l'objectif de 4 p. 100 de croissance dans l'agriculture fixé pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Les taux de croissance obtenus par d'autres pays ont été invariablement plus faibles que leur taux d'accroissement de la population.

9. Le secteur manufacturier des pays africains les moins avancés reste faible et n'atteignait que 9,1 p. 100 du PIB au cours des années 70 par rapport à 11,1 p. 100 pour les autres pays africains en développement. La croissance de ce secteur est tombée de 8,8 p. 100 au cours des années 60 à 3,7 p. 100 seulement au cours des années 70, ce qui fait que de 5,1 p. 100 la croissance par habitant est tombée sans doute à 1 p. 100 seulement au cours de cette période. Aucun des pays africains les moins avancés n'a pu atteindre le taux de croissance de 8 p. 100 visé et six pays seulement ont enregistré des taux de croissance de 4 p. 100 et au-delà : Botswana (7,4 p. 100), le Malawi (6,5 p. 100), le Lesotho (5,5 p. 100), la République-Unie de Tanzanie (4,7 p. 100), le Soudan (4,7 p. 100) et le Mali (4,1 p. 100). Les autres pays ont à peine pu suivre le taux d'augmentation de leur population. Quatre pays ont enregistré des taux de croissance négatifs, l'Oudanda (-5,7 p. 100), la Somalie (-3,8 p. 100), la Gambie (-1,2 p. 100) et le Burundi (-0,4 p. 100).

10. A en juger par les tendance constatées dans la production par habitant dans les secteurs producteurs de biens (agriculture plus industrie) au cours des années 70, il est évident que le groupe des pays africains les moins avancés n'a pas réalisé de modifications de structure positives. En fait, l'augmentation par habitant de la production au cours des années 70 provenait presque entièrement du secteur des services, puisque la production par habitant des secteurs producteurs de biens a en fait baissé. L'élasticité des industries manufacturières par rapport à la croissance de la production agricole est nettement tombée, passant de 4,9 p. 100 au cours des années 60 à 2,6 p. 100 seulement au cours des années 70, ce qui indique l'absence de tout lien de structure important, même au sein des secteurs de biens.

11. Pour l'ensemble des pays africains les moins avancés, l'augmentation de la consommation a été modérée mais toutefois plus élevée que l'augmentation du produit intérieur brut. La consommation privée et publique par habitant a augmenté de 1,2 et 2,3 p. 100 par an respectivement au cours de la période 1970-1979, tandis que la consommation totale par habitant a augmenté dans l'ensemble à un taux annuel moyen de 1,4 p. 100 au cours de la même période. La part de l'épargne intérieure dans le PIB a augmenté marginalement, passant de 9,5 p. 100 au cours des années 60 à 10,2 p. 100 en 1970, mais elle a baissé sérieusement par la suite tombant à 8 p. 100 au cours des années 70 et à 6,8 p. 100 en particulier en 1979. L'épargne par habitant des pays africains les moins avancés considérés collectivement, aux prix constants de 1970, était seulement de 6 dollars des Etats-Unis en 1979 alors qu'elle était de 10 dollars en 1970.

Dans les pays africains les moins avancés, la structure des dépenses imputées au PIB a indiqué que la part de la consommation dans le total du PIB était plus élevée pour les groupes à faible revenu 5/, étant d'environ 96,1 p. 100 pour les pays du groupe III et de 91,6 p. 100 pour les pays du groupe IV. La part de la consommation dans le total du PIB pour les pays du groupe I était de 86,7 p. 100. De même la propension marginale à consommer est estimée à 0,75 pour les groupes de pays III et IV respectivement. On peut déduire de ces tendances que les taux d'épargne ont été faibles pour les plus pauvres des pays africains les moins avancés et, par conséquent, que l'augmentation des investissements a été plus faible. Ainsi, tandis que les investissements ont augmenté d'environ 10,3 p. 100 pour l'ensemble du groupe I, l'accroissement moyen des investissements dans les groupes III et IV a été seulement de 2,5 et 0,8 p. 100 respectivement par an.

12. La part de la formation de capital fixe dans le PIB est passée de 10,7 p. 100 en 1960 à 13 p. 100 en 1970 et à 13,6 p. 100 en 1979 ce qui par rapport à la part de l'épargne intérieure dans le PIB qui était de 9,5 p. 100 en 1960, de 10,2 p. 100 en 1970, de 6,8 p. 100 en 1979, montre que la part de l'assistance extérieure dans le PIB est passée de 1,2 p. 100 en 1960 à 2,8 p. 100 en 1970 et de 6,8 p. 100 en 1979. Etant donné que les ressources actuelles et potentielles des pays africains les moins avancés sont limitées et que la proportion de l'épargne a stagné ou diminué dans le groupe des pays africains les moins avancés, une proportion croissante des ressources nécessaires à la mise en place de la capacité de production intérieure a dû être obtenue de sources étrangères. L'assistance extérieure aux pays africains les moins avancés considérés globalement est passée de 266 millions de dollars des Etats-Unis en 1970 à 906 millions en 1979 aux prix constants de 1970, à un taux annuel moyen de 14,6 p. 100 en valeurs réelles.

13. Ce qui précède se reflète évidemment dans l'élasticité des importations par rapport au PIB qui était de 0,3 pour chaque point de pourcentage d'augmentation de la production au cours des années 60 et est passé à 1,7 au cours des années 70.

14. Au cours des années 70, les exportations ont augmenté seulement de 3,8 p. 100 par an contre 5,3 p. 100 pour les importations, importations alimentaires non comprises, et ont à peine dépassé le taux d'augmentation du PIB de 3,1 p. 100 par an au cours de cette période. Toutefois, bien que les années 70 aient débuté avec d'énormes déficits de la balance des paiements, la position des paiements s'est légèrement améliorée au milieu de la décennie, suivant l'augmentation des prix du coton et du café qui s'est révélée un phénomène temporaire. Au cours

5/ Dans une étude récente (non publiée) consacrée par la CEA aux problèmes et aux perspectives des pays africains les moins avancés, ces pays ont été classés de la manière suivante selon leur PIB par habitant en 1977 aux prix constants de 1970 :

- Groupe I (100 dollars des Etats-Unis par habitant et au-delà) - Botswana, Soudan, Gambie, Lesotho,
- Groupe II (100-109 dollars des Etats-Unis par habitant) - Niger, République centrafricaine, Somalie, Malawi, Ouganda, République-Unie de Tanzanie,
- Groupe III (75-79 dollars des Etats-Unis par habitant) - Bénin, Guinée, Comores, Cep-Vert, Tchad,
- Groupe IV (en dessous de 75 dollars des Etats-Unis par habitant) - Ethiopie, Burundi, Rwanda, Mali, Haute-Volta.

des quelques deux dernières années de la décennie, presque chaque pays de ce groupe a connu des déficits des paiements plus importants, principalement à cause de l'augmentation des prix des importations.

15. Le volume des exportations de ces pays a représenté environ 9,2 p. 100 du total des exportations des pays africains en développement au cours des années 70 et cette proportion est tombée à 7,2 p. 100 en 1979. Toutefois, le pouvoir d'achat des exportations a augmenté marginalement de 1,4 p. 100 par an pendant la même période contre 6,5 p. 100 pour l'ensemble de l'Afrique en développement. Si faible soit-elle, cette augmentation du pouvoir d'achat des exportations n'aurait pas été possible sans l'augmentation des prix du coton et du café, principales cultures d'exportation qui ont contribué à renverser la tendance à la baisse des prix des exportations qui était de 5,4 p. 100 au cours des cinq années précédant 1976. Les importations, qui étaient généralement plus fortes que les exportations au cours de la décennie, ont constitué environ 10 p. 100 du total des importations des pays africains en développement et 19 p. 100 de celles des pays africains en développement non producteurs de pétrole. La structure des importations montre que la part des importations alimentaires augmente et constitue maintenant environ 16 p. 100 du total.

16. Outre l'augmentation des déficits de la balance commerciale, la majorité des pays africains les moins avancés ont dû lutter contre les déficits persistants du compte des services étant donné que presque tous ces pays sont fortement tributaires des services étrangers pour leur commerce. Le compte des biens et services de la balance des paiements a donc accusé un déficit permanent pour l'ensemble de ce groupe de pays. Pour contenir le déficit actuel de nombreux pays ont dû puiser fortement dans leurs réserves de devises et avoir recours de plus en plus à des emprunts officiels. Ils ont donc dû augmenter leur dette extérieure à une époque où leur taux de croissance économique limitait leur possibilité d'assurer le service de cette dette.

17. De 1970 à 1979, la dette extérieure non amortie des pays africains les moins avancés a fait plus que quadrupler pour atteindre environ 7,6 milliards de dollars des États-Unis. La dette non amortie était relativement concentrée, la Guinée, la République-Unie de Tanzanie et le Soudan représentant 52,7 p. 100 du total en 1979. Un certain nombre de petits pays, en particulier le Burundi, la Gambie et le Lesotho, avaient une dette active relativement limitée. L'augmentation rapide de la dette a entraîné celle du volume et de l'incidence du service de la dette. Le total des paiements au titre du service de la dette pour le groupe de pays africains les moins avancés est passé de 118,5 millions de dollars des États-Unis en 1970 à 682 millions en 1979, ce qui représente environ 20 p. 100 de la valeur des exportations. Cette situation critique de la dette est confirmée par les données sur les rapports dette/exportations et les pourcentages service de la dette/exportations. En 1979, seuls trois pays africains parmi les moins avancés, le Botswana, le Lesotho et l'Ouganda, avaient un rapport dette/exportations en dessous de l'unité. Les pays suivants ont eu les plus grandes difficultés à faire face aux paiements au titre du service de la dette à l'aide des recettes d'exportation à en juger par le coefficient du service de la dette : Guinée (50,8 p. 100), Soudan (39,1 p. 100), Tchad

(27,6 p. 100), Mali (24,4 p. 100), et Bénin (24 p. 100). Cette proportion a été en moyenne de 17,3 p. 100 en 1979 pour tous les pays les moins avancés.

18. Par habitant le montant moyen de courants d'aide financière pour les pays africains les moins avancés a atteint seulement la moitié de la moyenne régionale en 1979 qui était de 36 dollars des Etats-Unis. La moyenne par habitant pour les pays non exportateurs de pétrole n'appartenant pas au groupe des moins avancés a atteint 54 dollars en 1979. A la fin des années 70, le total de l'aide à des conditions de faveur a représenté environ 45 p. 100 du total du mouvement de ressources à destination des pays africains les moins avancés contre 52 p. 100 environ pour l'ensemble des pays africains en développement et 58 p. 100 pour les autres pays non exportateurs de pétrole. L'aide aux pays les moins avancés est très inégalement répartie. En 1979, sur 3,6 milliards de dollars des Etats-Unis, représentant le montant net des sommes reçues par ces pays, 1,4 milliards de dollars des Etats-Unis sont allés à deux pays seulement. Cependant les pays du Comité d'aide au développement ont largement augmenté les dons au titre de l'aide publique au développement des pays les moins avancés et ces dons représentent maintenant plus de 80 p. 100 de l'aide officielle accordée par les pays du Comité d'aide au développement.

III. Problèmes et contraintes en matière de développement dans les pays africains les moins avancés

19. L'association d'un certain nombre de facteurs économiques locaux et internationaux adverses a, dans les années 70 contribué à miner sérieusement la capacité de développement et le potentiel des ressources déjà faible des pays africains les moins avancés. Il faut citer au nombre de ces facteurs la sécheresse généralisée et prolongée (quelquefois les inondations), les fluctuations défavorables des prix sur les marchés internationaux des produits de base et le climat en général défavorable de l'économie mondiale. Outre ces facteurs négatifs qui ont, dans les années 70, maintenu la croissance des pays africains les moins avancés à un des niveaux les plus bas et les plus décevants des trois dernières décennies, il existe plusieurs autres problèmes et question critiques de développement général et plusieurs handicaps structurels qui ont historiquement entravé le développement des pays africains les moins avancés et qui doivent nécessairement être pris en considération et placés dans leurs justes perspectives dans toute évaluation réaliste de leur processus de croissance et de leur situation économique extrêmement difficile.

20. Sur cette toile de fond, les problèmes de capacité d'absorption limitée et l'influence sur la croissance économique, de la sécheresse, du déficit alimentaire croissant et du déséquilibre de la balance des paiements ont nécessairement été les problèmes clés de développement dans les pays africains les moins avancés avec, comme questions largement secondaires, la mobilisation des ressources, l'efficacité de l'investissement intérieur ainsi que l'utilisation et l'allocation des ressources.

21. Sur le plan intérieur, les pays africains les moins avancés sont gravement handicapés par la limitation du potentiel des ressources, l'insuffisance des infrastructures héritées lors des indépendances, la dépendance excessive vis-à-vis de l'exportation d'un seul produit de base et le manque de communications tant à l'intérieur des pays qu'avec le reste du monde. Les pays sans littoral rencontrent des difficultés particulières dans l'acheminement de leurs importations et de leurs exportations, étant donné que l'absence d'accès à la mer a eu tendance à augmenter les coûts des services de transports internationaux qui leur sont rendus. Les pays africains insulaires les moins avancés ont leur propre lot de problèmes, liés à leur taille, à leur isolement, à la dispersion de leur population et à leur incapacité à tirer profit des économies d'échelle dans leur développement social et économique. Dans quelques-uns des pays africains les moins avancés, l'instabilité politique, les guerres civiles et les hostilités ont causé des bouleversements et des dégâts économiques et sociaux considérables. Des changements dans les systèmes économiques sont intervenus dans un certain nombre des pays africains les moins avancés, remettant en cause le rôle et la place du secteur privé dans la vie économique, les amenant dans certains cas à pratiquement négliger ou à rendre inopérantes les branches organisées de l'entreprise privée. Presque tous les pays africains les moins avancés sont handicapés par l'insuffisance des ressources financières locales et des recettes de devises, le manque de compétences, de main-d'oeuvre et d'autres infrastructures humaines, l'exiguïté des marchés et l'imperfection des circuits de commercialisation et de distribution.

22. Le système de planification dans la plupart des pays africains les moins avancés est encore à un stade primitif ou rudimentaire de développement et ne comporte guère de dispositifs en vue d'assurer la participation du public à l'identification et à l'exécution des projets et une coordination adéquate. En dehors de la faiblesse des systèmes de planification et du bas niveau des revenus, la mobilisation des ressources et les problèmes de gestion sont par ailleurs accentués par l'existence de structures administratives défectueuses - fonction publique inopérante qui dans l'ensemble manque de personnel formé et approprié - et par le manque d'informations sur les ressources intérieures. Les difficultés de la mobilisation des ressources financières nationales sont accentuées par l'importance des secteurs de subsistance et des secteurs spontanés existant dans ces pays et à propos desquels on ne sait presque rien ou pour lesquels il n'existe guère de moyens de comptabilité appropriés. Cette situation, ajoutée aux importantes consommations publiques et aux modèles énormes de consommation privée, a abouti au maintien à un bas niveau ou au déclin du rapport épargne nationale brute/produit intérieur brut; par ailleurs les plans de développement ont été élaborés sur la base de mouvements de ressources importants mais fictifs en provenance de l'étranger.

23. Bien qu'il représente la base de l'économie des pays africains les moins avancés, le secteur agricole, qui se caractérise par la quasi-inexistence d'économies d'échelle et des avantages qui pourraient en découler, reste le secteur le plus arriéré. Tandis que le rapport terre/homme dans les pays en développement les moins avancés est supérieur à la moyenne dans les pays

africains en développement pris en général, en termes de surfaces irriguées le rapport est plus faible. Ceci est également vrai en ce qui concerne l'utilisation des engrais, ce qui se traduit en particulier par le très faible rendement des céréales par hectare de terre. Par exemple, alors que la moyenne du rendement des céréales par hectare en 1978 était de 988 kg pour l'ensemble des pays africains en développement, seuls le Burundi, les Comores, le Malawi, le Rwanda et l'Ouganda ont dépassé la moyenne africaine. Avec une croissance de la production agricole bien inférieure à la croissance de la population, la plupart des pays africains les moins avancés ont été, dans les années 70, incapables de faire face aux besoins de consommation alimentaire de leurs populations croissantes ou d'atteindre les objectifs d'autosuffisance et de sécurité dans le domaine alimentaire. Le manque de fonds et la pénurie alimentaire qui en résultent ont abouti à un **accroissement** substantiel des importations de produits alimentaires, aggravant ainsi leurs difficultés de balance des paiements déjà sérieuses.

24. L'influence des politiques agricoles mise à part, le retard sérieux enregistré, au cours des années 70, dans les performances agricoles des pays africains les moins avancés peut être attribué à divers facteurs défavorables dont les plus importants sont: les conditions atmosphériques adverses, la sécheresse généralisée, la désertification, la prédominance d'unités de production non rentables, l'importance numérique des populations rurales, l'utilisation d'une technologie peu avancée et le manque de facteurs de production modernes. L'existence d'une agriculture de subsistance, secteur important mais à faible productivité; la baisse et la stagnation du rendement ainsi que la faiblesse de la production agricole, le caractère très sérieusement limité des capacités d'irrigation lié à l'existence de vastes étendues désertiques dans des pays tels que le Niger, le Tchad, l'Ethiopie, le Mali, la République centrafricaine et la Somalie, ainsi que la détérioration de la situation sur le marché des exportations des produits de base constituent des problèmes communs à l'ensemble des pays africains les moins avancés.

25. Le secteur industriel reste largement non diversifié et dominé par les industries légères. Trait caractéristique des pays au stade initial de leur développement industriel, le secteur manufacturier est fortement orienté vers la production de biens de consommation (produits alimentaires, boissons, tabacs et textiles). Même dans ces conditions, le degré de fabrication est plutôt rudimentaire et la plupart des pays ne sont pas capables d'augmenter la quantité de leur produits primaires transformés sur le plan national et de surmonter la contrainte que leur imposent le manque sérieux de capitaux, l'absence des compétences nécessaires et de la technologie dont ils ont tant besoin. La production d'articles nécessitant une technique avancée et d'ouvrages métalliques extrêmement élaborés est pratiquement inexistante.

26. Le développement des industries manufacturières dans les pays africains les moins avancés est limité par la petite taille des marchés intérieurs et l'élasticité de la demande liée aux faibles niveaux du pouvoir d'achat. Cette situation

ajoutée aux problèmes de mauvaise gestion et de pénurie de matières premières, de pièces détachées et d'équipements de maintenance et de stockage importés, a souvent abouti à une capacité de production manufacturière excessive et, par conséquent, au gaspillage des ressources d'investissement et à une réduction de la valeur ajoutée. A cause du taux élevé de produits importés entrant dans leur processus de fabrication, les rares industries des pays africains les moins avancés ont, au lieu de la réduire, créé une dépendance plus grande vis-à-vis des économies des pays industrialisés, ce qui a abouti à un processus plutôt superficiel d'industrialisation à coût élevé.

27. Les systèmes d'exploitation des terres dans les pays africains les moins avancés et la détérioration des performances du secteur agricole où est employé le gros de la population active expliquent en partie le caractère limité des opportunités d'emploi dans ces pays au cours des années 70. La forte proportion de jeunes dans la population des pays africains les moins avancés implique un taux de croissance rapide de la population active, alors que les opportunités d'emploi sont rares dans les zones urbaines non seulement à cause de la performance médiocre (et dans le cas extrême de l'Ouganda, de l'effondrement) du secteur industriel, mais également à cause des effets négatifs de la tendance à utiliser des techniques à forte intensité du capital au mépris absolu des coûts relatifs du travail et du capital.

28. Il existe un sérieux problème de chômage dans presque tous les pays africains les moins avancés et ce problème a été aggravé par la grande rapidité du processus d'urbanisation. Outre le chômage proprement dit, il existe un sous-emploi élevé et généralisé dans les zones rurales où la main-d'oeuvre n'est guère pleinement utilisée. Alors que le problème du chômage déguisé est essentiellement un problème structurel qui exige des solutions à long terme, l'augmentation continue du chômage non déguisé fait du chômage un problème social primordial et pressant dans les pays africains les moins avancés. Le paradoxe se trouve dans la coexistence d'un chômage important et croissant et d'une pénurie cruciale de personnel qualifié et formé de toute sorte et de tout niveau dans les secteurs publics et privés. Avec un chômage et un sous-emploi généralisés dans les pays africains les moins avancés et un taux élevé d'inflation, il n'est guère étonnant que la pauvreté généralisée soit fréquente dans les pays africains les moins avancés. Les données disponibles sur la répartition des revenus, ajoutées à celles disponibles sur le revenu par habitant, révèlent que la pauvreté généralisée est plus fréquemment rencontrée dans les pays africains les moins avancés que dans ceux qui n'appartiennent pas à ce groupe. Les chiffres montrent que les indigents (c'est-à-dire ceux qui sont largement au-dessous du seuil de la pauvreté) et ceux qui sont sérieusement touchés par la pauvreté représentent ensemble environ 70 p. 100 de la population totale, leur proportion dans les pays africains les moins avancés étant bien supérieure à la moyenne des pays africains en développement pris dans leur ensemble. Il s'ensuit qu'il est urgent de prendre des mesures destinées à éliminer la pauvreté dans les pays les moins avancés. La généralisation de la pauvreté dans ces pays résulte plus du faible niveau du revenu par habitant que des grandes différences dans la répartition des ressources. Les coefficients de

Gini montrent que la différence dans la répartition des ressources est moins prononcée dans les pays les moins avancés que dans les pays africains n'appartenant pas à ce groupe et la cause première de la pauvreté généralisée, de l'inégalité des revenus et du chômage est la non-utilisation optimale des ressources humaines qui prévaut dans la plupart des pays 6/.

29. Les pays africains les moins avancés ont, dans les années 70, généralement ressenti l'influence des forces inflationnistes qui ont porté, dans la plupart des cas, l'indice des prix à la consommation à un nombre à deux chiffres. L'excès de la demande, lié aux revendications salariales, l'accroissement des dépenses de consommation des gouvernements, l'irrégularité des approvisionnements et la mauvaise gestion des stocks sont quelques uns des facteurs qui ont influé sur le niveau général des prix dans les pays africains les moins avancés.

30. La faiblesse du taux de production des produits de base et de celui de l'expansion économique ainsi que la très grande expansion monétaire grâce à la mise en oeuvre d'une politique de déficit budgétaire ont naturellement exercé une pression directe sur le niveau des prix. Durant la période 1967-1972, la masse monétaire, globalement définie, s'est élevée à un taux annuel moyen (moyenne arithmétique) de 11,8 p. 100 dans quelques 16 pays africains appartenant au groupe des pays les moins avancés. Au cours de la période 1972-1976, le taux de croissance s'est accéléré, passant à 23,8 p. 100 par an mais, entre 1976 et 1979 il a ralenti et est passé à 17,8 p. 100 par an. Avec l'expansion monétaire accélérée de 1972-1976, les prix à la consommation ont atteint un taux annuel moyen de 14 p. 100. Il y a eu, bien entendu, l'influence d'autres forces inflationnistes. Les taux d'expansion monétaire ont baissé entre 1976 et 1979 mais les prix à la consommation ont encore crevé le plafond de 15 p. 100 par an au cours de la même période essentiellement à cause de la faible croissance de la production réelle, de la performance médiocre de l'agriculture et de l'importante augmentation des prix à l'importation. Dans la plupart des pays africains les moins avancés, les taux élevés d'accroissement des prix intérieurs ont été renforcés et soutenus en partie par l'escalade d'une inflation importée largement imputable à l'accroissement du prix du pétrole et d'autres produits manufacturés importés.

31. Le taux moyen par habitant de la consommation d'énergie dans les pays africains les moins avancés ne représente encore qu'une fraction des niveaux de consommation des pays africains en développement en général. Mais cette situation reflète la faiblesse relative des niveaux d'industrialisation, des télécommunications de l'électrification rurale, des transports et de l'urbanisation dans ces pays. La part des importations pétrolières dans le montant total des importations a également augmenté beaucoup plus lentement dans les pays africains les moins avancés que dans les pays africains en développement en général. Lorsqu'on compare le coût des importations énergétiques à la part croissante des importations alimentaires en tant que pourcentage des recettes d'exportation des pays africains les moins avancés, on constate que les

6/ Voir Etude des conditions économiques et sociales en Afrique 1978-1979 Première partie, Section B E/CN.14/743, mars 1980, pp. 100-211.

importations énergétiques ne constituent pas la source la plus sérieuse de leurs problèmes de balance des paiements. Le coût des importations pétrolières de l'ensemble des pays africains les moins avancés a augmenté, passant de 182 millions de dollars des Etats-Unis en 1973 à un montant prévisionnel de 837 millions de dollars des Etats-Unis en 1980, ou soit de 6 p. 100 à 10,7 p. 100 des recettes d'exportation. Ces chiffres sont positifs lorsqu'on les compare au coût des importations pétrolières de l'ensemble des pays africains en développement non exportateurs de pétrole qui est passé de 0,8 milliard de dollars des Etats-Unis soit 8,2 p. 100 des recettes d'exportation en 1973 à 7,4 milliards de dollars des Etats-Unis soit 29,2 p. 100 des recettes d'exportation en 1980. Tout ceci pourrait laisser croire que les pays africains les moins avancés sont mieux lotis que les autres pays africains non exportateurs de pétrole en ce qui concerne la crise énergétique. Cependant la réalité est que ces chiffres ne tiennent pas compte de la situation extrêmement grave des quelques-uns des pays africains les moins avancés tels que la République-Unie de Tanzanie, l'Ethiopie et le Soudan en ce qui concerne les conséquences des importations pétrolières sur la balance des paiements et les contraintes particulières qu'impose au processus d'ajustement l'absence générale de souplesse des ressources dans les pays victimes de la pauvreté. De toute façon, la charge globale et les conséquences sur la balance des paiements de la triade importation alimentaire, importation énergétique et service de la dette ne sont pas particulièrement différentes pour les pays africains les moins avancés que pour les autres pays non exportateurs de pétrole.

32. En réalité le problème énergétique ne se pose pas, sur le plan structurel, en termes moins sérieux dans les pays africains les moins avancés. Leur niveau de production énergétique est invariablement plus bas que leur consommation, ce qui constitue un des points les plus faibles de la structure des économies de ces pays. Pour leurs produits pétroliers la plupart de ces pays comptent en général sur les importations et pour leurs besoins énergétiques, sur l'électricité importée de pays voisins ou sur l'électricité produite par des centrales thermiques. Les seules exceptions sont le Soudan, l'Ouganda et le Malawi qui disposent d'importantes sources d'approvisionnement hydro-électriques et le Botswana qui possède des gisements houillers. De tous les pays africains les moins avancés, seul le Bénin produit du pétrole en très petite quantité et seuls quelques pays dont le Soudan, l'Ethiopie, et la République-Unie de Tanzanie ont une capacité de raffinage de pétrole. Les pays africains les moins avancés sans littoral doivent faire face non seulement aux augmentations du prix du pétrole brut mais également aux problèmes additionnels posés par l'augmentation des coûts des transports internationaux. Avec l'accroissement du rythme de l'urbanisation dans ces pays et à mesure que progresse l'industrialisation, leurs besoins énergétiques augmentent fatalement et ils auront probablement à faire face à de sérieux problèmes de balance des paiements et de développement économique ultérieur si rien n'est fait pour accroître les sources d'approvisionnement intérieures.

33. Les problèmes chroniques de paiements que rencontrent les pays africains les moins avancés continuent, comme par le passé d'exercer une pression importante sur leur développement économique dans les années 70. Il est vrai qu'il s'agit

là d'un malaise qui affecte d'autres pays tant développés qu'en développement, mais il semble que la situation soit plus grave dans les pays africains les moins avancés. Leur capacité à payer les importations dont ils ont tant besoin pour la formation de capital et la consommation a été sérieusement limitée par la lenteur de la croissance de leurs exportations, le caractère défavorable des changements intervenus dans les termes de l'échange et le durcissement des conditions d'assistance étrangère. Outre le déséquilibre extérieur, il existe un déséquilibre intérieur de plus en plus grand qui n'est couvert que grâce à un recours massif au système bancaire. Cette situation ajoutée à la lenteur de la croissance des économies a plongé la majorité des pays dans la stagflation.

34. On peut, en général, attribuer les problèmes de paiements rencontrés par les pays africains les moins avancés à deux causes principales : les facteurs intérieurs et les facteurs extérieurs. Au nombre des facteurs extérieurs affectant les termes de l'échange, il faut citer-surtout après 1973- l'augmentation des prix du pétrole et des produits manufacturés, les mesures restrictives prises par des pays à économie développée et la situation économique internationale généralement défavorable. Dans la mesure où la plupart des rares produits de base exportés par les pays africains les moins avancés ne sont pas couverts par des accords de produits, et face à un marché acheteur dans les pays développés, les pays africains les moins avancés doivent se contenter des prix qui leur sont offerts, la demande de produits de base étant toujours fonction du niveau d'activité économique et des besoins d'ajustement des pays développés. Ceci explique en partie les fluctuations extrêmes observées dans les recettes d'exportation des pays africains les moins avancés. Les bouleversements qui interviennent de temps à autres dans les itinéraires des transports commerciaux nuisent également souvent aux performances commerciales d'un certain nombre de pays sans littoral causant des retards et les obligeant parfois à recourir au transport aérien toujours coûteux.

35. Les facteurs intérieurs affectant la balance des paiements sont nombreux et peut-être plus délicats, les plus importants étant les limitations structurelles de cette économie débouchant sur ce qu'on appelle généralement les déséquilibres fondamentaux de la balance des paiements. Au nombre de ces facteurs il faut citer entre autres la rigidité des modèles de production, les politiques de fixation des prix et les plans d'incitation, les institutions et les dispositifs de promotion des ventes, aggravés parfois par des handicaps climatiques. La plupart des économies sont fondées sur la monoculture où dépendent d'un petit nombre de produits primaires d'exportation concurrents. En outre, l'inflation galopante ruine la compétitivité des exportations et contribue, avec la surévaluation des monnaies nationales, à créer des distortions économiques.

IV. Politiques économiques dans les pays africains les moins avancés

36. Ainsi qu'il avait été mentionné, la situation des pays africains les moins avancés est telle que le champ des politiques de développement est extrêmement circonscrit alors que les mesures de politique économique sont généralement rendues inefficaces par le milieu socio-économique. Malgré ces limitations,

il semblerait que, dans les années 70, la politique générale dans les pays africains les moins avancés ait été élaborée de façon à réduire la vulnérabilité vis-à-vis des pressions extérieures grâce à la diversification et à une croissance soutenue. A cette fin, l'accent, tel qu'il ressort des plans de développement et des documents budgétaires des pays africains les moins avancés, a été mis sur le développement agricole, en particulier sur la production alimentaire, le développement de l'industrie, des transports et des communications. Dans quelques pays au potentiel minier considérable comme le Niger, des efforts ont également été faits pour exploiter les ressources minérales. L'objectif général du développement agricole dans les pays africains les moins avancés a été de réduire l'impact de la sécheresse et d'autres variations climatiques et, en outre, d'améliorer la productivité et l'auto-suffisance alimentaire. Les objectifs du développement agricole ont, en fait, été étroitement liés à ceux du développement industriel dans la mesure où on s'attendait à ce que ce dernier crée des emplois, favorise la diversification économique et accroisse la demande de matières premières agricoles. Les améliorations apportées aux infrastructures de transport sont de nature à faire baisser les coûts du transport et leur influence sur le commerce extérieur et à réduire l'isolement géographique de certains pays.

37. Cependant, énoncer des objectifs de développement est une chose, les réaliser par la mise en oeuvre d'une politique cohérente en est une autre. Comme cela avait été indiqué, l'environnement économique et le potentiel des ressources dans les pays africains les moins avancés sont loin de favoriser la croissance économique et un développement soutenu. Cependant, en dehors des conditions défavorables objectives, la mise en oeuvre des objectifs de développement dans les pays africains les moins avancés a été dans la plupart des cas entravée et ruinée par un mauvais choix des priorités, l'application de mesures négatives et inappropriées et, dans quelques cas, l'inaptitude fondamentale de certains pays à formuler des politiques et à les mettre effectivement en application. Dans un pays comme l'Ouganda par exemple, il a pratiquement été impossible, dans les années soixante-dix, de mettre en oeuvre une politique cohérente de développement intérieur. Le Plan de développement de l'Ouganda 1972-1976 n'a jamais été appliqué en raison d'un changement de gouvernement et le Programme triennal d'action et de reconstruction économique (1977-1978 à 1979-1980) a été bouleversé par la guerre civile accompagnée de destructions, de pillages et d'une instabilité politique considérables. A cet égard, l'une des perspectives les plus brillantes pour les années quatre-vingt est l'avènement, en décembre 1980, d'un nouveau gouvernement en Ouganda qui pourra, du moins l'espère-t-on, formuler et mettre en oeuvre de nouvelles politiques de développement intérieur. Le Tchad fournit un autre exemple de ce genre d'instabilité: on peut également espérer qu'il sera trouvé une solution à la crise politique interne au Tchad.

38. Dans de nombreux pays africains les moins avancés, on a assisté au cours des années soixante-dix à un accroissement du rôle de l'Etat dans les activités économiques. Au Mali par exemple, la part des entreprises d'Etat a été estimée à soixante-quinze p. 100 de la production industrielle tandis qu'au

Botswana, on s'attend à ce que le gouvernement s'engage directement dans plusieurs secteurs productifs de l'économie au cours du plan de développement national 1979-1985. En Somalie, il y a eu une participation accrue du gouvernement dans les affaires économiques grâce à la création de coopératives, de fermes d'Etat et de programmes accélérés. En dehors de l'intensification des fermes d'Etat en Ethiopie, les banques, les assurances, la construction et les industries manufacturières à grande échelle sont au nombre des secteurs nationalisés en Ethiopie. Au cours de la période 1975-1977, il y a eu aux Comores un accroissement du contrôle de l'Etat sur les activités économiques mais la situation a été renversée depuis qu'en 1978 les droits de propriété privée ont été garantis. La déclaration en 1972 de la "guerre économique" en Ouganda a instauré un système économique dans lequel il a été laissé de moins en moins de place au secteur privé et dans lequel les entreprises du secteur privé ont été de plus en plus étouffées. En République populaire du Bénin, il y a eu des essais de collectivisation et de développement de coopératives dans le domaine agricole et, plus récemment, la création de fermes d'Etat et l'instauration d'un monopole gouvernemental sur la commercialisation des cultures de rapport.

39. Alors que la politique d'intervention et de participation accrue de l'Etat a porté des fruits dans certains cas et a connu un succès limité dans d'autres elle a été un désastre complet dans de nombreux pays dans la mesure où le secteur privé a été de plus en plus étouffé et plongé dans l'incertitude quant à son avenir et au rôle qu'on entendait lui faire jouer. La plupart des entreprises d'Etat dans les pays africains les moins avancés souffrent de l'inefficacité de la gestion, de la pénurie de fonds, de l'étroitesse des marges bénéficiaires sinon carrément de pertes, du poids du paiement des salaires et d'une capacité de production excédentaire; ces facteurs ont été partiellement responsables de la performance économique médiocre de ces pays surtout dans le domaine de l'industrie. En conséquence, certains pays ont pris des mesures destinées à remédier à cette situation. Au Mali, par exemple, les autorités ont déjà modifié leur ligne de conduite en ce qui concerne le secteur des entreprises d'Etat, compte tenu des nombreux problèmes que pose ce secteur et ont déjà adopté un programme d'action en vue de le renforcer en lui apportant des améliorations d'ordre structurel, en le dotant d'une base financière plus solide, en lui accordant un degré plus élevé de responsabilité ainsi qu'une indépendance plus grande dans le domaine de la gestion et en fermant purement et simplement certaines entreprises. En Somalie, on s'attend à ce que la politique du gouvernement vis-à-vis des sociétés devienne plus sélective et accorde une importance de plus en plus grande à l'efficacité et au profit. Cependant dans de nombreux pays africains les moins avancés, il faudra encore prendre des mesures en vue de modifier les lois et les dispositions qui ont tendance à faire obstacle à l'activité économique au lieu de la faciliter.

Politiques agricoles et alimentaires

40. La nature du secteur de subsistance dans les pays africains les moins avancés fait qu'il y a des contraintes considérables directes et indirectes qui s'exercent sur les politiques agricoles. Néanmoins, un certain nombre de pays africains parmi les moins avancés ont fourni des efforts remarquables pour augmenter la production agricole au moyen de politiques diverses, en

fournissant des services et des fournitures subventionnées par exemple à l'agriculture comme les engrais, les outils agricoles, les semences sélectionnées, des services de vulgarisation; des facilités de crédit, des centres de formation des agriculteurs et d'amélioration des semences, des moyens de transport, d'entreposage et de commercialisation. Mais ce qui a caractérisé essentiellement la plupart des pays africains les moins avancés au cours des années 70, c'est qu'une attention insuffisante a été consacrée au secteur agricole dans le cadre des dépenses publiques pour l'équipement d'appui, qu'on continué à appliquer des mesures peu judicieuses préjudiciables à la productivité agricole et qu'on n'a pas pris de mesures politiques efficaces destinées à l'augmenter. Il faudrait que la plupart des pays africains les moins avancés adoptent des mesures politiques globales destinées à promouvoir la production agricole et alimentaire qui seraient : fourniture aux agriculteurs de semences améliorées et autres facteurs de production qui seraient très largement diffusées auprès de ces derniers; introduction de méthodes culturales améliorées; renforcement au niveau national des moyens d'entreposage de façon à augmenter la sécurité alimentaire grâce à des réserves céréalières; l'amélioration de la commercialisation et de la distribution des facteurs de production agricoles et des cultures vivrières; efforts rationnels pour réduire les pertes alimentaires avant et après les récoltes de façon à ce que la production existante puisse couvrir davantage les besoins existants; formation générale de la main-d'œuvre dans les domaines appropriés de la protection alimentaire, de la transformation des produits et de leur commercialisation, de l'analyse des prix et meilleure gestion des réserves céréalières.

41. La sécheresse est un phénomène naturel, mais on sait que l'on peut atténuer ses effets dévastateurs en utilisant les eaux souterraines pour l'irrigation, les forages notamment ce qui permet de réduire l'instabilité de la production agricole et alimentaire découlant de la pratique de l'agriculture pluviale. De nombreux pays africains parmi les moins avancés sujets à la sécheresse doivent disposer de moyens efficaces pour prévoir le temps et installer des systèmes d'alerte avancée et de télédétection pour surveiller la sécheresse; l'utilisation que ces pays font des eaux souterraines, (notamment des forages) pour l'irrigation; les efforts destinés à lutter contre les inondations et à exploiter plus efficacement les voies d'eau navigables, les fleuves et les bassins lacustres afin de contrôler le niveau des eaux se heurtent à des obstacles sérieux. On peut dire que parmi les pays africains les moins avancés seuls le Soudan, le Mali, le Niger et le Burundi ont vraiment fait de l'irrigation un auxiliaire de l'agriculture moderne. Au Mali et en République-Unie de Tanzanie, des efforts sont faits pour constituer une réserve de céréales afin de se prémunir contre les sécheresses éventuelles mais ces efforts ne vont pas plus loin.

42. Parmi les mesures politiques irrationnelles poursuivies dans le domaine agricole par les pays africains les moins avancés, l'adoption de politiques de prix peu favorables et la fixation de prix au producteur officiels à des niveaux peu rémunérateurs en ce qui concerne un certain nombre de produits agricoles semblent être les plus caractéristiques. Les prix relativement faibles payés aux producteurs de la République du Bénin, du Soudan et de la République centrafricaine au cours des années 70 par exemple, ont été largement

responsables de la baisse dans la culture et la production du coton, leur culture industrielle et culture d'exportation la plus importante. Au Soudan, le prix minimal offert pour le coton a été fixé à un niveau bas pendant plusieurs années, ce qui a fait que les agriculteurs se sont tournés vers d'autres cultures. En République centrafricaine, le prix au producteur officiel offert pour le coton en 1977/78 était à peine le double du prix qu'on payait en 1970 alors que les prix des articles manufacturés avaient au moins triplé au cours de cette même période. D'autres pays africains les moins avancés où les prix au producteur officiels offerts pour les principaux produits agricoles sont pratiquement restés les mêmes ou ont peu évolué en termes courants au cours des années 70 malgré une inflation galopante sont le Niger, les Comores, l'Ethiopie, la Somalie et l'Ouganda. Les effets de ces politiques ont été la stagnation et la baisse de la production des cultures réglementées puisque les agriculteurs ont travaillé moins et ont réduit les dépenses d'équipement et ont consacré des ressources productives à des cultures non réglementées comme par exemple les cultures non destinées à l'exportation; il y a eu également une exportation frauduleuse généralisée des cultures concernées, une quantité plus importante de cultures non récoltées, des pertes de récoltes et la chute de la production de subsistance. Parmi les pays africains les moins avancés, les seules exceptions notables sont le Mali, le Rwanda, le Burundi, la Gambie et le Mali où des prix intéressants et rémunérateurs ont été pratiqués au cours des années 70 pour encourager l'agriculture. En raison de la situation financière généralement précaire des pays africains les moins avancés et de la rigidité de leurs systèmes fiscaux, la plupart des produits d'exportation ont, au cours des années 70 été soumis à des taxes et à des impôts plus élevés.

43. Les agriculteurs dans les pays les moins avancés ont, au cours des années 70 connu des pénuries graves d'engrais et de divers facteurs de production essentiels ce qui a créé des problèmes au niveau aussi bien de la production agricole que de la productivité. Les goulots d'étranglement ont été dus en partie à des déficits budgétaires mais également à des problèmes de devises, ainsi qu'à des difficultés sur le plan de la distribution et à des limitations en ce qui concerne la recherche agricole et les services de vulgarisation. Au Soudan, par exemple, en 1978-1979 il y a eu par rapport à 1977-1978 chute de 18 p. 100 environ du rendement moyen à l'hectare de la principale culture d'exportation traditionnelle, le coton du fait surtout des pénuries d'engrais, d'insecticide et de divers facteurs de production agricoles. Concernant la production du coton au Bénin, il s'est posé le même problème, à savoir des engrais en quantité insuffisante, des pénuries de pesticide et de facteurs de production divers. Au Botswana, le "Basic Agricultural Services Programme" (Programme de services agricoles de base) destiné à fournir dans tout le pays des services et des facteurs de production à l'agriculture a tardé à démarrer, même si à l'heure actuelle, les services qu'il fournissait sont assurés par le "Mountain Livestock Development Programme" (Programme de développement du bétail dans les montagnes). En Somalie, l'introduction de techniques modernes en agriculture a été compromise par une recherche agricole mal connue et un personnel d'encadrement et de vulgarisation insuffisant. En raison des déficits budgétaires, il a été difficile dans les pays africains les moins avancés de financer des facteurs de production agricoles aussi indispensables que les engrais et les pesticides.

La plupart du temps, les agents de vulgarisation sont éparpillés à travers tout le pays, mal payés et généralement ils n'ont pas les moyens de diffuser les innovations technologiques auprès des agriculteurs. La plupart des pays africains les moins avancés consacrent peu de dépenses à la formation agricole et aux services de vulgarisation. Ce qui est le plus grave, les moyens de commercialisation, d'entreposage, de transports et diverses infrastructures sont insuffisants. Par ailleurs, les conditions draconiennes imposées par les institutions financières en matière de prêts empêchent les petits agriculteurs d'accéder facilement au crédit bancaire.

44. Un élément central qui explique les résultats lamentables du secteur agricole dans la plupart des pays africains les moins avancés a été le bas niveau des investissements agricoles au cours des 20 dernières années. Dans un pays comme le Burundi où la part de l'agriculture dans le PIB était d'environ 30 p. 100 au cours des années 70, la part de l'agriculture dans la formation de capital brut a été inférieure à 18 p. 100 entre 1973 et 1977. C'est ainsi qu'au Niger, en Haute-Volta, au Lesotho et au Botswana par exemple, moins de 9 p. 100 des dépenses ordinaires ont été effectuées dans l'agriculture au cours des années 70 alors que les chiffres correspondants en ce qui concerne les dépenses d'équipement ont été encore inférieurs sauf pour le Niger. La Somalie est peut-être l'un des rares pays où près de 35 p. 100 des investissements prévus ont été effectués dans l'agriculture et le Gouvernement depuis la sécheresse de 1975 applique un programme permanent de projets de réinstallation des agriculteurs qui comprend notamment la mise en place d'infrastructures économiques et sociales pour l'agriculture et la pêche. Le Mali s'est également depuis 1978/79 lancé dans des projets de développement intégré en agriculture. Une haute priorité a été accordée à l'agriculture qui a absorbé 35,4 p. 100 du total des dépenses d'investissement dans le cadre du Plan 1974-1978. La production alimentaire, notamment celle du riz a été augmentée grâce à l'irrigation. Au Malawi, des investissements publics dans l'agriculture ont doublé entre 1977/78 et 1979/80 et dans le programme triennal actuel d'investissements dans le secteur public prévu pour les années 1979/80-1981/82, le total des dépenses s'élève à 771 millions de K dont 16,9 p. 100 pour l'agriculture, les forêts et la pêche.

45. Les régimes fonciers dans les pays africains les moins avancés diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre et ils sont dans la plupart des cas anachroniques et ne favorisent manifestement ni la culture intensive, ni la formation de capital, ni l'augmentation des rendements des lopins de terre. La terre est relativement le facteur de production le plus rare dans la plupart des pays africains les moins avancés, si nous prenons en considération non seulement la dimension limitée des terres fertiles mais également le coût élevé de la bonification ou de l'irrigation des terres à faible rendement, l'insuffisance des capitaux disponibles et la nécessité de satisfaire les besoins nutritionnels des hommes et des animaux. Le régime foncier est généralement rudimentaire et peut faire l'objet de décisions arbitraires et irrationnelles. Malgré cela il n'y a que dans un petit nombre de pays africains les moins avancés que des réformes agraires globales ont été faites et que diverses mesures ont été prises au cours des années 70 en vue de rationaliser les régimes fonciers. C'est ainsi qu'au Lesotho le "Land Bill" (loi agraire) de 1979 assure aux agriculteurs une

jouissance accrue des terres et permet, grâce à des dispositions concernant le bail à ferme d'améliorer considérablement l'occupation des sols. En Ethiopie, il y a eu en 1978 la Proclamation qui a nationalisé toutes les terres rurales mais qui a également eu pour effet de réduire les superficies cultivées en raison de litiges avec les anciens propriétaires. Pour la majorité des pays africains les moins avancés la question de la réforme agraire demeure aussi préoccupante que jamais.

Politiques industrielles

46. Dans les pays africains les moins avancés, le secteur industriel est exigu, limité et son activité principale consiste à transformer les produits agricoles et les produits de la forêt et à fabriquer quelques produits relativement simples destinés à remplacer les produits importés. Les mauvais résultats obtenus dans le secteur agricole, l'exiguïté des marchés intérieurs, le manque de capitaux, la pénurie et la fourniture insuffisante de matières premières et de main-d'oeuvre qualifiée, une gestion inefficace, des institutions auxiliaires et de développement inadéquates, les bas prix des produits industriels, le coût excessif de la production, le manque d'établissements de réparation et d'entretien, la médiocrité des techniques de transformation et de fabrication, les faibles dimensions des unités de production, la faible capacité d'absorption, et les infrastructures insuffisantes, l'accent mis sur le développement des matières synthétiques et le protectionnisme pratiqué dans les pays développés constituent certaines des contraintes les plus graves qui entravent la croissance industrielle dans les pays africains les moins avancés.

47. Pour corriger et accélérer le rythme de l'industrialisation, la plupart des pays africains les moins avancés ont appliqué diverses stratégies et politiques au cours des années 70, et des pays comme le Malawi et la République-Unie de Tanzanie, ont, dans leurs programmes d'investissement affecté des montants importants au secteur industriel. L'industrialisation fondée sur la fabrication de produits de substitution aux importations, destinée à réduire les pressions sur la balance des paiements et à créer des emplois a été adoptée initialement dans tous les pays africains les moins avancés à l'exception de la Gambie, des Comores et du Burundi où le secteur manufacturier est inexistant ou extrêmement faible. Une politique visant la promotion des exportations a été appliquée dans certains pays africains les moins avancés. Dans certains pays cette politique a réussi dans la mesure où elle leur a permis d'exploiter leur main-d'oeuvre et leurs ressources naturelles relativement abondantes et d'obtenir des recettes en devises plus importantes. C'est ainsi que le Bénin par exemple avec ses importantes usines textiles à intégration verticale a pu gagner une partie du marché textile de la République fédérale d'Allemagne. Mais les efforts faits pour développer les industries d'exportation n'ont en général pas réussi.

48. Les efforts destinés à remplacer les produits d'importation n'ont pas donné les résultats escomptés, du fait généralement de l'exiguïté des marchés intérieurs des pays africains les moins avancés et de la faiblesse du niveau de la demande effective. Les efforts ont dans l'ensemble échoué, ce qui a

conduit à la création d'industries coûteuses et dans beaucoup de cas à des capacités de production largement sous-utilisées. A l'exception des capacités de production excédentaire, la plupart des industries de substitution aux importations n'ont pu absorber une partie suffisante de la main-d'oeuvre de plus en plus importante des pays africains les moins avancés en raison d'une gestion inefficace, de pénuries de matières premières importées, de pièces de rechange et d'établissements d'entretien.

49. Dans leurs efforts destinés à promouvoir et à encourager les produits de substitution aux importations ainsi que le développement des agro-industries, de nombreux pays africains parmi les moins avancés ont adopté des politiques monétaires et fiscales plus souples. Dans de nombreux cas, les faveurs et les exonérations généreuses accordées dans le cadre de programmes de substitution aux importations ont permis de développer les importations de biens d'équipement et d'adopter des techniques de production à très forte intensité de capital, sans qu'on ait cherché à savoir si les techniques étaient appropriées et sans qu'on ait analysé les avantages comparatifs qu'offrait une main-d'oeuvre abondante. Pour des pays dont les recettes proviennent surtout des contributions indirectes, les éventuelles faveurs fiscales comme les trêves fiscales et les exonérations de droits d'entrée ont été limitées par les difficultés budgétaires de nombreux pays africains parmi les moins avancés. Dans un petit nombre de pays africains parmi les moins avancés, certaines des politiques industrielles adoptées au cours des dernières années 70 étaient destinées à régler les problèmes que posait l'extension irrationnelle de programmes de substitution aux importations alors que de vigoureux efforts étaient faits pour moderniser des industries peu rentables et créer des organismes de promotion des industries et des exportations. Dans des pays comme le Mali et la Guinée par exemple, des efforts ont été faits pour développer les industries en mettant en place des brigades de production qui constituent la source primaire et continue d'approvisionnement en matière premières.

50. Presque tous les pays africains les moins avancés ont créé des institutions et des banques de développement industriel. Ces institutions ont joué un rôle très actif dans des pays comme le Soudan, le Botswana, le Lesotho par exemple, mais elles n'ont guère été efficaces dans des pays comme l'Ethiopie où depuis sa création, la Banque commune de développement agricole et industriel a limité ses opérations au secteur agricole essentiellement. En raison de la pénurie généralisée de cadres et de capitaux locaux, beaucoup de pays africains parmi les moins avancés ainsi que les organismes de développement industriel qu'ils ont créés ont adopté la politique consistant à se lancer dans des coentreprises avec des capitaux étrangers. Cependant ces efforts, joints aux efforts initiaux consentis en matière d'investissement par les banques de développement des pays les moins avancés n'ont pas totalement réussi du fait de la sous-capitalisation et de la mauvaise gestion des institutions elles-mêmes, et de l'insuffisance des fonds dégagés pour des investissements plus importants. Dans beaucoup de cas, les efforts des banques de développement industriel pour créer ou encourager des établissements industriels ont été compromis du fait de pénuries de matières premières, de moyens de transport médiocres, de problèmes de devises, de la médiocrité des services financiers et consultatifs techniques locaux, de l'absence de main-d'oeuvre qualifiée et du savoir faire nécessaire de même que du nombre insuffisant d'entrepreneurs locaux et du coût élevé des infrastructures industrielles bancaires.

51. Certains pays africains parmi les moins avancés ont essayé de promouvoir une industrialisation autochtone en élaborant des projets avec une faible intensité de main-d'oeuvre et une utilisation plus importante des compétences locales, ce qui accroît l'importance de la petite industrie et de la moyenne industrie dans l'économie. La plupart des pays africains les moins avancés ont réaménagé leur code des investissements afin d'en rendre les dispositions plus libérales. C'est ainsi par exemple que le Gouvernement voltaïque a essayé par une politique de crédit, d'encourager la petite et la moyenne industrie.

52. Dans l'ensemble, il semble que la plupart des politiques adoptées au cours des années 70 étaient surtout destinées à régler les problèmes posés par l'adoption d'ambitieux programmes de substitution aux importations et par des marchés d'exportation atones ou à trouver une solution en ce qui concerne le type de développement industriel devant être davantage encouragé. Dans les pays où le niveau du chômage est très élevé, on a tenté de créer des industries productrices d'emploi alors que dans d'autres où le coût salarial est élevé, on a encouragé l'industrie lourde. Les pays avec une majorité d'entreprises d'Etat ont adopté des politiques de modernisation destinées à rentabiliser les industries du secteur public. Beaucoup de mesures politiques adoptées dans les pays africains les moins avancés avaient pour objet l'octroi de faveurs afin d'attirer le capital étranger. Il semblerait que dans les pays africains les moins avancés la faiblesse de la demande intérieure, les goulots d'étranglement spécifiques et les contraintes conduiront à faire à l'avenir davantage de concessions pour attirer les investisseurs étrangers. C'est dans ce cadre qu'il faut réaliser une coopération africaine économique et industrielle plus étroite au cours des années 80 et il faut ici déplorer l'éclatement d'organismes régionaux comme la Communauté est africaine. L'éclatement de la Communauté est africaine a eu des conséquences néfastes sur le développement de l'industrie manufacturière des pays africains en réduisant à néant certains des résultats spectaculaires déjà réalisés en matière de coopération et de commerce intra-africains.

53. Dans de nombreux pays africains parmi les moins avancés il n'y a pas eu réellement de politique énergétique au cours des années 70 pour la conservation de l'énergie ou le développement d'autres sources d'énergie, malgré l'escalade des prix du pétrole. Très peu de pays africains parmi les moins avancés ont mis l'accent sur des mesures de conservation ou ont réaménagé leurs politiques de fixation des prix de l'énergie en vue de réduire les subventions excessives et généralisées accordées aux utilisateurs nationaux. C'est ainsi que la Gambie par exemple a augmenté une première fois le prix de l'électricité en 1974 à la suite de la flambée des prix du pétrole, une seconde fois en 1975 mais ces augmentations étaient en général inférieures à l'augmentation du coût de la production de l'électricité. Un très petit nombre de pays africains parmi les moins avancés ont, au cours des années 70, adopté des mesures à long terme destinées à réduire en matière d'énergie la dépendance à l'égard de sources extérieures. Il est cependant certain que les problèmes énergétiques continueront, au cours des années 80 à être l'un des goulots d'étranglement spécifiques les plus graves pour le développement économique des pays africains les moins avancés.

Politiques monétaires, fiscales et d'ajustement externe

54. Les graves tendances inflationnistes qui se sont manifestées dans les pays les moins avancés ont également empêché les gouvernements d'accroître les impôts tant directs qu'indirects. L'épargne intérieure exprimée en termes réels a stagné pour ne pas dire diminué. De plus dans la plupart des pays africains les moins avancés il n'y a qu'une faible partie de l'épargne des ménages qui est investie de façon productive bien que les régions rurales de ces pays possèdent une capacité d'épargne réelle. Des efforts de plus en plus importants sont donc faits afin d'augmenter le niveau de l'épargne publique pour répondre aux besoins de plus en plus considérables du développement économique et social. C'est ainsi par exemple que pour atteindre un taux de croissance du PIB de 3,5 p. 100 par an entre 1970 et 1980, il aurait fallu augmenter le taux d'épargne de 8 à 10 p. 100 au cours de la même période. En d'autres termes, le taux marginal d'épargne devrait augmenter de 14,8 p. 100 par an. Dans cette éventualité le taux marginal de l'épargne publique aurait dû augmenter de 20 p. 100 par an, objectif trop ambitieux.

55. Le taux actuel d'inflation moyen annuel de plus de 15 p. 100, qui est élevé comparé à celui des pays développés réduit la capacité d'exportation des pays africains les moins avancés. Dans les pays où les manques à gagner en ce qui concerne les recettes d'exportation et les capacités d'importation ont été considérables, des politiques d'ajustement sous forme de mesures monétaires et fiscales quelquefois draconiennes se sont révélées peu efficaces et le rythme de développement a été compromis. Il est encore plus attristant de voir que la faiblesse constatée actuellement dans la croissance des demandes d'importation des pays industrialisés contribue, avec le protectionnisme à limiter la capacité d'exportation de ces pays. Ces constatations ne sont guère encourageantes en ce qui concerne les recettes en devises et le coût élevé des emprunts sur les marchés financiers internationaux tend à freiner le rythme du développement. Les augmentations de salaires importantes et inévitables dans les secteurs public et privé dans un certain nombre de pays ont créé des déséquilibres budgétaires. Dans certains pays il a fallu accompagner l'effort d'ajustement intérieur par une dévaluation de façon à améliorer la balance des paiements. A l'heure actuelle, cependant, de nombreux pays africains parmi les moins avancés n'ont pas encore compris la nécessité de la dévaluation monétaire, craignant que cette mesure ne contribue à accélérer les tendances inflationnistes.

56. Dans leurs efforts pour lutter contre l'inflation, la République-Unie de Tanzanie comme la Somalie dispose d'un système élaboré de contrôle des prix. Au Soudan, on a instauré entre 1978 et 1980 des politiques fiscales et monétaires restrictives ainsi que la réforme des systèmes de change et de commerce. Au Botswana, le pula a été réévalué alors qu'en Ethiopie l'impôt sur le revenu, les droits de jouissance des terres et les droits de consommation sur certains biens de consommation ont été augmentés en 1978 et en 1979. Il faut relever que ces mesures de même que des mesures analogues adoptées dans d'autre pays parmi les moins avancés n'ont pas été des mesures d'ajustement efficaces.

57. Dans de nombreux pays africains parmi les moins avancés, les banques centrales sont habilitées à déterminer le coût et les possibilités de crédit en effectuant des contrôles quantitatifs et qualitatifs. L'application éventuelle de ces instruments classiques de gestion monétaire est cependant entravée par les caractéristiques structurelles du marché monétaire dans la mesure où pour être efficaces ils doivent être appliqués par l'intermédiaire de diverses institutions et d'instruments financiers. Cependant le système bancaire et financier de ces pays n'est pas très développé au point d'influer de façon significative sur le marché monétaire. On ne devrait cependant pas en déduire que le rôle des banques centrales dans la régulation de la masse monétaire a été entièrement passif. C'est ainsi par exemple qu'au Mali, l'instrument principal de la politique de crédit pratiquée par la Banque centrale a consisté à fixer des plafonds de réescompte pour le crédit à court terme. Les banques commerciales qui dépassent ce plafond doivent placer auprès de la banque centrale des dépôts sans intérêt dont le montant varie entre 30 et 120 p. 100 du montant du crédit en dépassement. La fixation de ce plafond cependant empêche d'étendre les crédits à l'exportation et aux petites entreprises. Dans certains des pays africains parmi les moins avancés, la politique monétaire est conçue de façon conforme aux objectifs définis pour la balance des paiements et les réserves extérieures. En Somalie par exemple on a réglementé les opérations de change en réduisant les demandes qui résultent dans des accumulations de stock excessives. En Ethiopie, il y a une forte corrélation entre les activités économiques et le boom du café. L'activité économique est la plus intense en période de tendances favorables du marché mondial, elle est ensuite réduite lorsque les prix commencent à baisser sur le marché international. Pendant cette période, les autorités monétaires ont réduit la demande d'importations en réglementant les opérations sur devises. Cela a été possible grâce à une politique du resserrement du crédit appliquée par la Banque centrale ainsi qu'à ses effets sur la masse monétaire. En Gambie un niveau minimal de liquidités qui est relevé de temps à autre est imposé aux banques commerciales. Cependant l'efficacité de cet instrument de contrôle du crédit a été gênée par le fait que le Gouvernement a recouru bancaire ce qui a pour effet de contribuer à augmenter les liquidités des banques. C'est ainsi qu'au lieu du niveau de liquidités, c'est maintenant le niveau des réserves nécessaires qui a été réintroduit. En République centrafricaine l'imposition de réserves obligatoires et de plafonds de réescompte est appliquée tandis qu'il est interdit à la Banque centrale de faire au Gouvernement des avances dont le montant est supérieur à 20 p. 100 des recettes budgétaires de l'exercice précédent. Au Niger, la Banque centrale encourage le financement du secteur rural et de l'industrie alors qu'elle accorde une faible priorité au développement du secteur commercial.

V. Politiques et options en matière de développement au cours des années 80

58. Bien qu'il soit difficile de faire des généralisations il ressort clairement cependant de l'examen et de l'analyse qui précèdent que les pays africains les moins avancés sont pris dans un piège dont il leur est difficile de se dégager. Ces pays connaissent un certain nombre de problèmes graves parmi lesquels la sécheresse qui a des effets néfastes sur la production agricole et dont dépendent directement ou indirectement environ 70 p. 100 de la population, une augmentation

de la productivité faible, le chômage et la pauvreté des masses. En plus de la croissance des taux de production agricole et alimentaire qui sont très inférieurs à l'accroissement de la population, ces pays ont connu des hausses importantes des prix des importations, notamment des hausses spectaculaires des prix du pétrole, des fluctuations considérables des prix des exportations et une détérioration des termes de l'échange. Tous ces problèmes sont survenus à un moment où des tendances inflationnistes naissantes ont gravement empêché les gouvernements d'augmenter les impôts tant directs qu'indirects. En fait, d'après les indications données par les estimations préliminaires pour les années 80 disponibles au secrétariat de la CEA, la facture d'importation de produits alimentaires et de pétrole absorbe actuellement plus de la moitié des recettes d'exportation des pays africains les moins avancés. Les pénuries graves de devises qu'ont connues ces pays n'ont pas seulement réduit les moyens de ces pays de se procurer des biens de consommation et des biens d'équipement essentiels, elles ont également gêné et rendu moins souple l'utilisation des ressources ainsi que l'application de politiques nouvelles.

59. A l'exception d'un petit nombre de pays cependant, les politiques intérieures appliquées par les pays africains au cours des années 70 avec la collaboration du FMI ont été destinées essentiellement à réaliser un équilibre intérieur et extérieur provisoire souvent au prix d'une réduction plus importante du niveau des activités économiques nationales. Cette stratégie a, dans certains cas permis à de nombreux pays africains parmi les moins avancés de disposer d'un peu de répit et de protéger leur économie des graves effets des fluctuations des cours d'exportation et d'importation à court terme, mais elle n'a pas du tout permis de régler les questions cruciales à long terme relatives au développement et à l'ajustement structurel dans les pays africains les moins avancés. Les problèmes actuels que connaissent les pays africains les moins avancés, bien qu'il soit nécessaire de les régler dans l'immédiat et de trouver d'urgence des palliatifs, sont essentiellement un reflet des insuffisances physiques et économiques fondamentales nationales et du déséquilibre international. Donc pour les résoudre, il faut non seulement des mesures à court terme mais il faut également des politiques d'ajustement fondamental à long terme destinées à produire un changement structurel. Il faudra que les pays africains les moins avancés améliorent leur base de ressources et se lancent dans un programme de diversification économique s'ils veulent résoudre le problème fondamental du sous-développement et de l'appauvrissement des masses. Il leur faut assurer l'autosuffisance en matière de production alimentaire et promouvoir des exportations et des industries susceptibles de fournir au secteur agricole et alimentaire les éléments essentiels et vitaux que sont les engrais, de l'eau distribuée régulièrement, des machines agricoles, des semences nouvelles etc. Il faut, pour arriver à ce résultat des ressources assez considérables pour la formation de capital fixe. En résumé donc, les pays africains les moins avancés ont besoin non seulement d'une aide et d'une assistance de stabilisation à court terme sans lesquelles beaucoup d'entre eux ne pourraient même pas survivre dans l'immédiat mais ils ont également besoin d'une assistance et d'une aide à des conditions de faveur à long terme destinées à améliorer à la fois leurs moyens de planification et leur capacité d'absorption et à renforcer leurs moyens de répartir et de gérer efficacement les ressources destinées à réaliser à long terme une croissance autosuffisante, autonome et autoentretenu.

60. Le scénario décrit ci-dessus est conforme au nouveau programme global d'action en faveur des pays les moins avancés proposé lors de la cinquième CNUCED dans la résolution 122 (V) sous la forme d'un programme d'action immédiate (1979-1981) et d'un nouveau programme d'action substantiel pour les années 80. Pour l'immédiat on a, dans la résolution 122 (V) de la CNUCED souligné la nécessité d'augmenter immédiatement les ressources pour l'exécution des projets déjà identifiés ou dans la filière dans les domaines de la nutrition, de la santé, de l'enseignement, des transports et des communications, du logement et de l'emploi. Dans le domaine de l'agriculture on a souligné qu'il était nécessaire d'apporter une aide massive pour la fourniture d'engrais ainsi que pour améliorer la gestion, l'entretien et la réparation et augmenter l'efficacité des infrastructures existantes. On a également fait observer qu'un soutien financier et un soutien aux produits sur une grande échelle étaient indispensables pour créer des emplois dans la petite entreprise. Les politiques à long terme des pays les moins avancés visent essentiellement à opérer une transformation fondamentale de l'économie et on y met l'accent entre autres sur (a) une exploitation plus intensive des ressources naturelles, (b) la création d'une base industrielle, (c) la création d'unités de production optimale comme des petites industries reliées aux secteurs appropriés, notamment l'agriculture et le secteur non structuré. Dans le cadre de ces deux programmes il faudrait une assistance à des conditions de faveur plus importante de la part aussi bien des pays ayant un excédent de capitaux que des pays industrialisés de façon à éviter que les taux de croissance déjà peu satisfaisants de ces pays ne diminuent. Il faudrait notamment que les pays développés n'appliquent pas des mesures protectionnistes et autres qui pourraient restreindre l'accès des pays les moins avancés à leur marchés de capitaux. Ces derniers devraient, à leur tour, contribuer au maintien et à l'expansion des mouvements de capitaux nécessaires en appliquant des politiques qui amèneront les investisseurs à avoir confiance dans le développement futur de leur économie.

61. Dans ce contexte, il est particulièrement intéressant d'examiner les deux séries de projections (ou scénarios) que le secrétariat de la CEA a récemment établies pour les pays africains les moins avancés, pris individuellement, considérés comme sous-groupe et comme groupe 7/ notamment en ce qui concerne les options et les modes de développement possibles et leurs implications sur le plan des politiques. La première série de projections a été établie dans l'hypothèse qu'il n'y aurait pas de changement radical dans les paramètres structurels analytiques et les politiques économiques appliquées dans les pays africains les moins avancés. On a tenté par ces projections de déterminer dans quelle direction principale et dans quels domaines il faudrait modifier les politiques pour améliorer les résultats. Dans la deuxième série de projections, on essaie de stimuler et de dégager les implications en ce qui concerne un taux de croissance annuel du PIB de ces pays africains les moins avancés d'environ 6 p. 100 au cours des années 90.

7/ Pour le détail des paramètres et des résultats, se reporter à "Analyse quantitative des problèmes et des perspectives des pays africains, les moins avancés dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies ECA/CONF/LDCs.3. Les projections sont fondées sur des prix constants et ne tiennent donc pas compte des effets de la fluctuation des cours des produits de base comme le pétrole qui peuvent avoir des effets spectaculaires sur la croissance des pays les moins avancés.

62. Compte tenu des tendances passées et du fait qu'il n'y a pas aux niveaux national et international de mesures radicales destinées à aider les pays africains les moins avancés, les prévisions pour les années 80 indiquent une période de difficultés et de catastrophes. Pour l'ensemble des pays africains les moins avancés la croissance sera très faible, d'environ 3 p. 100 par an ou sera à peine au niveau de l'accroissement de la population. Pour les différents sous-groupes, les prévisions indiquent qu'il y aura une croissance variant directement avec le niveau du revenu par habitant. Dans le premier sous-groupe (revenu par habitant supérieur à 110 dollars des Etats-Unis) on prévoit un taux de croissance moyenne annuelle de 3,9 p. 100 pour 1980-1985) et de 4 p. 100 pour 1985-1990. En comparaison, dans le quatrième sous-groupe (revenu par habitant inférieur à 75 dollars des Etats-Unis) on prévoit un taux de croissance moyenne annuelle d'environ 2,7 et 2,8 p. 100 pour les périodes correspondantes ce qui signifie presque une stagnation du revenu par habitant. Sectoriellement, compte tenu des tendances rétrospectives, on prévoit que les pays africains les moins avancés n'atteindront qu'un taux de croissance de 1,8 p. 100 pour l'agriculture au cours des années 80 ce qui signifie une diminution de la production agricole par habitant. On prévoit que dans l'industrie le taux de croissance sera de 5,5 p. 100 par an pour le premier groupe de pays alors que pour les pays pauvres il sera de 4 p. 100 et moins.

63. En ce qui concerne la demande, les prévisions fondées sur les schémas passés indiquent que l'augmentation de la consommation sera plus rapide que celle du PIB ce qui aura pour résultat une diminution continue de la part de l'épargne dans le PIB. La diminution du taux d'épargne serait très importante dans le groupe des pays pauvres. On prévoit que les investissements seront plus importants dans les sous-groupes où le PIB par habitant est le plus élevé, c'est ainsi que la croissance annuelle des investissements réels sera de 8,5 p. 100 pour le groupe I et seulement de 0,9 p. 100 pour le groupe IV. On prévoit que la part des exportations dans le PIB sera très faible surtout pour les groupes du bas de l'échelle si bien que pour l'ensemble des pays africains les moins avancés on prévoit un déficit commercial en termes constants d'environ 7 p. 100 du PIB comparé à un déficit de 4,7 p. 100 prévu pour 1975, année de base; ce qui impliquerait que les entrées de ressources extérieures nettes en prix constants devraient plus que doubler entre 1975 et 1990.

64. Les implications des prévisions faites en supposant que les tendances et les politiques passées se poursuivent sont manifestement catastrophiques. Le revenu par habitant demeurera pratiquement le même avec une aggravation de la pauvreté des masses, du chômage et des troubles sociaux. Il est donc nécessaire d'opérer d'urgence certains changements structurels. Dans le cas d'un scénario prévoyant comme objectif un taux de croissance du PIB de 6 p. 100 par an au cours des années 80 on a projeté que pour le groupe des pays africains les moins avancés, l'agriculture et l'industrie devront croître beaucoup plus vite que par le passé. Il faudra dans l'agriculture réaliser un taux de croissance de 4 p. 100 par an alors que dans le secteur industriel le taux de croissance moyenne annuelle devra être d'environ 8 p. 100. Pour arriver à ces taux de

croissance, il faudra entre autres, une plus grande efficacité de capital, une main-d'oeuvre plus importante, une occupation et une productivité des sols accrues, un taux de croissance des investissements réels d'environ 7 p. 100 et une augmentation de l'épargne intérieure. Un objectif de croissance du PIB de 6 p. 100 par an, avec un taux d'épargne intérieure qui resterait inchangé, aura pour résultat un déficit d'épargne qui, prévoit-on croîtrait à un taux moyen annuel de 8 p. 100 en termes réels. Ces déficits ne tiennent pas compte de la modification des termes de l'échange et des fortes hausses du pétrole. Le déficit commercial ne pourra être maîtrisé que si on réalise un taux déterminé de croissance moyenne annuelle ambitieux peut-être de 7 p. 100 dans les exportations réelles.

65. En comparant les prévisions et le scénario planifié, on en voit les incidences sur l'élimination de la pauvreté des masses, la satisfaction des besoins essentiels et la nécessité de la coopération régionale. Dans le scénario analytique on envisage une stagnation presque complète du revenu par habitant et par conséquent aucune solution à la pauvreté des masses. Dans le deuxième scénario prévoyant comme objectif un taux de croissance de 6 p. 100 du PIB, on suppose un taux moyen annuel de croissance de 3,6 p. 100 du revenu réel par habitant en se fondant sur un accroissement annuel moyen de 2,4 p. 100 de la population totale des pays africains les moins avancés. A l'évidence même, cette augmentation accélérée du revenu réel par habitant ne semble pas être suffisante pour satisfaire les besoins essentiels et obtenir les ressources intérieures nécessaires à une croissance autonome et à l'auto-suffisance au niveau national.

66. Les paramètres et les implications des différents scénarios montrent nettement que les pays africains les moins avancés ont enregistré et pourraient bien continuer à enregistrer de très mauvais résultats économiques à moins que des mesures, des politiques et des stratégies de développement spécifiques ne soient élaborées et appliquées. Les politiques qui seraient vitales portent sur le court et le long terme. Pour le court terme il est extrêmement important que les pays africains les moins avancés réalisent l'auto-suffisance sur le plan alimentaire. Il faut pour cela des mesures urgentes destinées à augmenter la production agricole globale d'environ 4 p. 100 par an au cours des dix prochaines années ce qui, à son tour nécessite (a) l'augmentation de la productivité des terres et de la main-d'oeuvre, (b) l'augmentation des superficies cultivables au moyen de l'irrigation et de réformes agraires, (c) l'augmentation des investissements dans l'agriculture avec un équilibre plus rationnel entre les investissements destinés à la production des cultures d'exportation et ceux destinés à la production de cultures vivrières, (d) la planification intensive de programmes de développement rural intégré, (e) le développement des services de vulgarisation et de la recherche agronomique, (f) l'amélioration des termes de l'échange dans les campagnes et les villes et (g) une organisation, une formation et une utilisation plus efficaces de la main-d'oeuvre.

67. D'après les observations précédentes, il semble que les pays les plus pauvres du groupe des pays africains les moins avancés connaîtront probablement un déficit d'épargne tandis que dans les pays les moins favorisés il y

aura des problèmes de déficit commercial. Il serait donc souhaitable de trouver des modes appropriés d'assistance au développement. Les investissements dans les pays les plus pauvres sont lamentablement faibles et la propension de ces pays à la consommation moyenne autant que marginale est élevée. Pour ces pays il serait souhaitable qu'une aide internationale au titre de l'équipement s'ajoute à celle déjà fournie pour satisfaire les besoins de consommation essentiels. Ces pays ont besoin d'une aide en quantité suffisante pour leur permettre de passer d'un taux de croissance des investissements presque nul à un niveau convenable. Pour ces pays, où il y a une certaine épargne, la communauté internationale doit par ses efforts contribuer à augmenter les recettes d'exportation en leur offrant des prix plus rémunérateurs pour leurs produits et en créant des fonds de stabilisation des cours des exportations et en leur offrant, à titre préférentiel de meilleures conditions.

68. Il faudra que les pays eux-mêmes opèrent des changements importants et radicaux de leurs niveaux de consommation. Il faudra notamment ramener à 85 p. 100 environ à la fois la propension marginale et moyenne à consommer. Parallèlement les importations et en particulier les taux d'importation marginaux de biens de consommation devront être considérablement diminués. Ces efforts dans le domaine de la consommation et des importations de biens de consommation doivent également s'accompagner d'un renforcement de l'efficacité du capital de façon à assurer la croissance et à améliorer le niveau de vie réel. Il faudra améliorer certains des facteurs qui font que le coefficient marginal de capital dans l'économie de ces pays est élevé. Parmi ces mesures il faudra réduire l'importance des capacités sous-utilisées en ayant recours entre autres, à des méthodes régionales intégrées de développement industriel ainsi qu'à une meilleure gestion des entreprises de production, à la réduction des périodes d'élaboration des projets pour obtenir des projets plus appropriés permettant la fabrication rapide des articles. Par ailleurs, vu que dans beaucoup de cas la mauvaise utilisation du potentiel de main-d'oeuvre est à l'origine des efforts destinés à réduire la pauvreté en particulier et à améliorer les résultats économiques en général, ces pays devraient mettre l'accent sur une plus grande utilisation et une meilleure formation de leurs ressources en main-d'oeuvre.